



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 21 AU 28 FEVRIER 2018

MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Mme Leila Zerrougui, se trouve actuellement à Addis-Abeba où elle participe à la 20^e réunion du Comité d'appui technique du Mécanisme régional de suivi lié à l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Il est également prévu qu'elle rencontre des représentants de l'Union africaine.

Mme Zerrougui se rendra ensuite au siège des Nations Unies à New York dans le cadre de réunions sur la République démocratique du Congo organisées par le Conseil de sécurité et de consultations en vue du prochain renouvellement du mandat de la MONUSCO.

VIH/ SIDA :

Le monde entier commémore le 1er mars 2018 la Journée internationale de zéro discrimination en RDC. Une occasion pour la MONUSCO, à travers sa section VIH/SIDA, de continuer sa campagne de sensibilisation contre la discrimination et la stigmatisation liées au VIH et au SIDA, dont le nombre de cas s'accroît chaque année - pas seulement en RDC, mais partout dans le monde.

C'est en synergie avec l'ONUSIDA que la MONUSCO entreprend des campagnes pour sensibiliser la population afin de réduire le nombre de cas de ce phénomène qui reste l'un des obstacles majeurs de la lutte contre le VIH. A travers le programme des activités de terrain que mène la section VIH/SIDA, la MONUSCO célèbre aussi la diversité et encourage en même temps la tolérance, l'inclusion, et surtout le dépistage précoce du VIH.

En effet, à cause de la stigmatisation et de la discrimination liée au VIH et au SIDA, un nombre très élevé de la population ne connaît pas son statut sérologique. Pour la MONUSCO, cette situation est très inquiétante quand on sait très bien que le dépistage tardif mène très souvent aux complications du SIDA.

Pour la commémoration de cette 5^{ème} Journée de zéro discrimination consacrée à la lutte contre la discrimination, il est très important et nécessaire aussi que les personnes vivant avec le VIH reçoivent une bonne éducation, et des conseils adaptés à leurs besoins. Mais la stigmatisation et la discrimination continue à les empêcher d'avoir accès aux services de conseils et aux traitements appropriés.

La campagne médiatique de sensibilisation, débutée le lundi 26 février, s'achèvera le vendredi 2 mars 2018 au cours d'un point de presse hebdomadaire de la MONUSCO à Goma. Au terme de cette campagne, la MONUSCO espère que la population locale ainsi que l'ensemble du personnel du système des Nations Unies

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

connaîtra l'importance de zéro discrimination au sein de sa communauté. La MONUSCO espère également qu'au terme de cette campagne, il y aura un changement de comportement positif envers les personnes vivant avec le VIH, une prise de conscience poussée, plus de tolérance, d'inclusion, et surtout l'encouragement au dépistage précoce qui reste l'un des moyens efficaces de prévention de cette épidémie mondiale.

Droits de l'homme :

Dans le cadre du café de presse organisé par le Bureau de la Communication stratégique et Information publique animé par le chef de bureau de la MONUSCO à Kananga, le BCNUDH a sensibilisé, le 26 février 2018, 25 journalistes dont trois femmes sur son mandat qui consiste en l'accompagnement des autorités congolaises dans la mise en œuvre de leurs engagements en matière de droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et au renforcement des capacités notamment des acteurs étatiques (les forces de défense et de sécurité) et non étatiques (les organisations des droits de l'homme, etc.).

Cette activité a permis aux participants de s'informer également sur les dernières réalisations et actions de la MONUSCO dans le Kasai tout en répondant aux questions des journalistes.

Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire :

Dans le cadre de son appui au secteur pénitentiaire en RDC, la section Appui à la Justice et l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO à Kananga va former du 27 février au 1^{er} mars, 40 agents commis à la prison centrale de Kananga. Cette formation vise à les doter des notions d'encadrement des détenus.

Au cours de cette formation de trois jours, les participants vont passer en revue les moyens de prise en charge des détenus et l'administration pénitentiaire. Notamment, ils apprendront par exemple, la tenue des registres, l'alimentation dans une prison ainsi que des notions de premiers soins. Les activités socio-éducatives et la préparation à la réinsertion des détenus seront également de la partie. Le chef de bureau de la MONUSCO à Kananga salue la tenue de cette activité qui, selon lui, va contribuer à améliorer la gestion de la prison de Kananga.

A l'occasion, Me Célestin Beya Mukoko, ministre provincial de la Justice du Kasai Central a rappelé quelques règles de conduite au personnel de la prison de Kananga tout en remerciant la MONUSCO pour cette initiative.

Protection de l'enfant :

Au cours de la semaine écoulée, 57 enfants (49 garçons et 8 filles) ont été victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux dans les provinces des Kasai et dans l'Est du pays, selon le rapport de la section Protection de l'enfant de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Il est à noter que ces chiffres ne reflètent pas totalement l'ampleur réelle des exactions commises contre les enfants sur le territoire de la République démocratique du Congo. Et ce, d'autant plus que les agents de protection de l'enfant font face à des contraintes sécuritaires, logistiques, d'accessibilité et de ressources humaines.

La majeure partie des violations documentées durant la période considérée concerne le recrutement et l'utilisation d'enfants. Ce sont au total 54 enfants qui ont été recrutés et utilisés par la milice Kamuina Nsapu et des groupes armés y compris Mayi-Mayi Mazembe, Mayi-Mayi Mac, FDC, UPLC, NDC-Nduma, CNRD, FDLR-Foca et FDLR-Rud. De plus, trois cas de violences sexuelles, une attaque contre un centre de santé et un cas de refus d'accès humanitaire ont été vérifiés.

La MONUSCO marque son indignation face à l'attaque et l'enlèvement de cinq agents humanitaires survenus, le 5 février dernier, sur l'axe Koze-Lukige, dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) et orchestrés par des éléments du groupe armé Rahiya Mutomboki.

Ces agents ont été maintenus en captivité durant 6 jours. Ils étaient mandatés pour conduire une campagne de vaccination contre la rougeole dans le groupement de Bamuguba-Sud lorsqu'ils ont été enlevés et dépouillés de tout le matériel de travail y compris les vaccins. Cet acte gratuit et déplorable a empêché de nombreux enfants d'être épargnés et protégés de tout risque de contracter la rougeole. Cela représente un cas flagrant de refus d'autoriser l'accès des organismes humanitaires aux enfants et est punissable selon les lois internationales relatives à la protection de l'enfant. La MONUSCO invite le gouvernement congolais à faire la lumière sur cet incident et à trouver une solution idoine afin que les enfants reçoivent dans les meilleurs délais les vaccins contre cette maladie mortelle.

Le 21 février 2018, à Bukavu, la MONUSCO et l'UNICEF ont inauguré les travaux de réhabilitation et d'équipement de la sous-division éducationnelle d'Idjwi. Cet ouvrage a été réalisé dans le cadre du programme de financement de projets à impact rapide, mieux connu sous l'acronyme en anglais QIP's.

L'objectif visé est d'appuyer la restauration de l'autorité de l'Etat et de renforcer les capacités opérationnelles de la sous-division pour un meilleur encadrement des écoles primaires et secondaires de la province. Après l'achèvement des travaux de réhabilitation, l'UNICEF, a mis à disposition du matériel et des fournitures de bureau ainsi que l'énergie solaire.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

Le HCR poursuit le rapatriement volontaire des réfugiés rwandais en RDC

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a facilité le rapatriement volontaire de 695 réfugiés rwandais depuis le début de cette année. La plupart de réfugiés rentrent du Nord et du Sud-Kivu, cependant 51 réfugiés qui vivaient dans la province du Lualaba ont été rapatriés via Goma au Nord-Kivu. L'année passée, le HCR a rapatrié quelques 18.000 réfugiés rwandais dans leur pays d'origine dans la sécurité et la dignité.

Chaque semaine, les convois partent de Goma, au Nord-Kivu, et de Bukavu, au Sud-Kivu. Les candidats au rapatriement se présentent aux points de rassemblement établis dans les deux provinces. Ils sont par la suite transférés aux centres de transit où le HCR, la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), la DGM [Direction générale des migrations] et les autres partenaires procèdent à l'enregistrement et au contrôle sanitaire.

Pour promouvoir ce retour volontaire, le HCR sensibilise les réfugiés à travers des émissions radiophoniques diffusées au Nord et au Sud-Kivu à travers des stations de radio communautaire. En outre, le HCR a augmenté le viatique remis au candidat au rapatriement. Un adulte reçoit désormais 200\$ et un enfant 100\$ pour faciliter leur réintégration au Rwanda.

UNFPA renforce les capacités des prestataires et les plateaux techniques des structures sanitaires dans le Kasai et le Tanganyika pour faciliter la prise en charge des urgences liées à l'accouchement et les violences sexuelles.

Dans le cadre de sa contribution à la réponse humanitaire face à la crise au Kasai, UNFPA renforce les capacités fonctionnelles de quatre structures sanitaires de Kananga à savoir l'hôpital général de référence Saint George, du Centre de santé Salongo Mwimba, du Centre de santé Katoka et du Centre de santé Luse Lua Nzambi. L'appui comprend entre autres des kits d'accouchements médicalisés, des kits pour la prise en charge post viol, des kits pour la prise en charge des avortements spontanés et complications d'avortements ainsi que des kits pour le traitement des infections sexuellement transmissibles pour une couverture trimestrielle capable de prendre en charge au maximum 10.400 personnes.

En effet, depuis la déclaration de L3, UNFPA assure l'approvisionnement des structures de santé, y compris les zones identifiées comme points chauds ainsi que celles éloignées, en trousse (kits) d'accouchement hygiéniques, équipements de santé, médicaments d'urgence et produits nécessaires pour des soins médicaux et des accouchements sans risques.

La dotation a été accompagnée d'une formation des prestataires sur le contenu et l'utilisation des kits. Ce qui permet de renforcer le système en prise en charge sur les violences basées sur le genre, une réponse appropriée des urgences obstétricales et néonatales, l'octroi d'un paquet intégré d'information, des conseils et des services de Santé de la Reproduction surtout chez les femmes, les adolescents et autres personnes vulnérables ainsi que les jeunes en tant que premiers intervenants et agents du changement.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Dans la province du Tanganyika, 180 femmes et filles enceintes de plus de 6 mois du camp de Moni à Kalemie ont reçu de l'UNFPA des kits d'accouchement hygiénique, contenant des emballages individuels, pour les femmes visiblement enceintes, qui accouchent en dehors des structures médicales.

Célébration de la cinquième Journée Zéro discrimination, ce 1^{er} mars 2018

L'ONUSIDA et tous les acteurs de la lutte contre le Sida célèbrent le 1^{er} mars 2018, la cinquième Journée Zéro discrimination autour du thème « Et si... »

La discrimination continue de saper les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à un monde plus juste et plus équitable. La Journée de lutte pour la discrimination zéro est l'occasion de souligner comment chacun peut participer à la transformation et prendre position en faveur d'une société plus juste et équitable.

L'enquête *Index de Stigmatisation et de Discrimination des Personnes vivant avec le VIH* de novembre 2012 démontre qu'en République démocratique du Congo, les manifestations de la discrimination les plus fréquentes sont le refus d'un emploi ou d'opportunité de travail à cause du statut sérologique, l'obligation de se soumettre à une procédure médicale dont le test VIH avant l'embauche, le refus de prodiguer des soins de santé et surtout des soins dentaires à cause du statut sérologique, le renvoi, la suspension et l'interdiction d'accès à une institution d'enseignement à cause du statut sérologique de l'enfant ou de ses parents, etc...

En plus du statut sérologique, l'orientation sexuelle, le sexe, le milieu d'origine sont souvent des facteurs favorisant la discrimination.

L'ONUSIDA s'engage, aux côtés du Gouvernement, de la société civile, des autres agences des Nations Unies et de tous les acteurs nationaux et internationaux à identifier les facteurs qui conduisent à la discrimination afin d'établir les conditions et les recommandations nécessaires à mettre en œuvre pour fournir un environnement propice où chacun peut bénéficier de tous les services dont il a besoin sans tenir compte de son âge, son statut, sa race, sa religion, sa profession ou son sexe.

La Journée Zéro discrimination rassemble, depuis 2014, tous ceux et celles qui veulent lutter contre la discrimination, où qu'elle se produise.

Sur la campagne #Zéro discrimination :

A l'occasion de la Journée de lutte pour la discrimination zéro, l'ONUSIDA souligne le droit de chacun d'être à l'abri de la discrimination : Nul ne devrait faire l'objet de discrimination en raison de sa séropositivité, de son âge, de son sexe, de son identité sexuelle, de son orientation sexuelle, de son handicap, de sa race, de son origine ethnique, de sa langue, de sa situation géographique ou de son statut de migrant, ou pour toute autre raison. Malheureusement, la discrimination est considérée comme un obstacle majeur à la jouissance de ce droit. Chaque jour, les gens sont confrontés à la discrimination en fonction de leur identité ou de ce qu'ils font.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Dans le cadre de la campagne #Zérodiscrimination, les gens sont invités à répondre à un questionnaire pour vérifier ce qu'ils savent de la discrimination. Ils seront ensuite invités à partager les résultats de leur test sur leurs plateformes de médias sociaux et à partager le quiz avec leurs amis et leur famille. L'idée est d'informer le public sur la discrimination et de diffuser les connaissances autant que possible.

Situation militaire

(Par le Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans les provinces de **l'Ituri**, **Nord-Kivu** et le territoire de **Beni**.

En **Ituri**, la Force de la MONUSCO continue son effort de paix pour apporter une solution durable à même de mettre fin aux affrontements interethniques entre des membres des communautés Hema et Lendu.

Le commandant de la Force de la MONUSCO, le Général de Division Bernard Commins se rendra prochainement en Ituri pour coordonner la réponse de la Force face à cette crise.

Sur le plan militaire, après **Djugu**, deux bases temporaires ont été déployées à **Blukwa** et **Fataki** en ligne avec le nouveau mode de fonctionnement de la Force qui consiste à ouvrir un détachement pendant un certain temps, permettant une stabilisation de la situation et se déplacer à une autre zone afin de pouvoir également apporter de la stabilisation et de l'apaisement.

Dans la province du **Nord-Kivu**, La situation sécuritaire reste dominée par des tensions interethniques en particulier dans les territoires de **Lubero** et **Rutshuru**, qui demeurent des points chauds pour diverses activités négatives; cependant, la Force de la MONUSCO poursuit, ses actions en vue de restaurer l'autorité de l'Etat, et d'assurer la protection des populations civiles.

En plus des patrouilles de routines, les troupes onusiennes ont intensifié leurs déploiements, par la conduite de nombreuses missions de longue durée dans les zones affectées par cette résurgence de violence intercommunautaires, et ont déployé le 26 février 2018 trois bases opérationnelles temporaire à **Nyakakoma** (40 km Nord de la COB **Nyamilima**), **Mutanda** (30 km Nord-Est de **Nyanzale**) et **Walikale** (165 km ouest de la COB **OLD Sake**).

La Force de la MONUSCO demeure proactive dans **le territoire de Beni**, et a projeté promptement des déploiements tactiques pour assurer la protection des civils et dissuader les activités négatives.

Ainsi, le 22 février 2018, un détachement d'intervention rapide a été promptement lancé vers le village de **Vuhovi** (17 km à l'est de la ville de **Butembo**), suite à une attaque menée par une centaine d'éléments Mayi-Mayi.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

À l'arrivée de ce détachement, les assaillants ont ouvert le feu sur les casques bleus pour leur interdire l'accès au village. En réponse, cette force a immédiatement riposté et repoussé cette attaque, forçant ces éléments Mayi-Mayi à se retirer et à fuir le village. Des positions défensives autour de cette localité ont été établies pour assurer la protection de la population locale, et une base opérationnelle temporaire a été établie le même jour permettant la stabilisation de la situation et le retour des déplacés.

Egalement, le 22 février 2018, deux détachements d'intervention rapide de la Brigade d'intervention de la Force (FIB) ont été actionnées suite à une attaque perpétrée par des présumés éléments ADF au niveau du village du **Mbau**. Les détachements ont effectué des descentes couvrant toutes les axes d'approche possibles des éléments ADF le long de l'axe **Mavivi-Eringeti** pour stabiliser la situation et parer à toute action négative.

Par ailleurs, des déploiements tactiques ont été dépêchés sans délais en appui aux FARDC suite à une attaque perpétrée le 25 février 2018 par des présumés éléments ADF au niveau de **Kisiki** (4 km à l'est de **Mayimoya**). Cette intervention a permis, en coordination avec nos partenaires FARDC, de repousser avec succès cette incursion.

Enfin, la Force de la MONUSCO continue ses efforts visant à rechercher les traces d'un casque bleu tanzanien, porté disparu lors de l'attaque de la base onusienne de **Semuliki** le 7 décembre 2017. Parallèlement aux opérations de recherche, le Gouvernement congolais et les pays voisins sont engagés diplomatiquement pour renforcer leurs efforts afin de connaître le sort de ce soldat disparu.

La MONUSCO traitera toute information menant au retour de notre soldat disparu comme un signe de bonne foi. Les informations peuvent être fournies de manière anonyme. Si vous avez des informations ou une preuve de vie de notre soldat, merci de nous contacter par téléphone (+243 997 068 710) ou de vous présenter à une base onusienne.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hg-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13